

03

28 février 2010

Contact

CDEM-SAPD
1, place Joffre
75007 PARIS
www.cdem.defense.gouv.fr
Tel : 01 44 42 85 98

A l'attention du lecteur :

Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

FOCUS SUR...

LE COUP D'ÉTAT DU 28 JUIN 2009 AU HONDURAS

Le 27 janvier 2010, Manuel Zelaya, ex-président du Honduras, met fin à la période de tensions politiques régionales et internationales provoquées par le coup d'Etat qui l'a renversé fin juin 2009, en acceptant de s'exiler en République dominicaine. Il ratifie ainsi l'accord signé le 20 janvier entre le nouveau président élu du Honduras, Porfirio Lobo, et le président dominicain Leonel Fernandez. Le renoncement du président déchu est-il le signe de la persistance d'une politique d'ingérence des Etats-Unis en Amérique latine ? La diplomatie prudente de la communauté internationale est en tout cas perçue par les populations comme un encouragement donné à l'accession au pouvoir de dictatures militaires à façade légale.

1. LES FAITS

Le 28 juin 2009, après des mois de crise politique interne, l'armée hondurienne, soutenue par la Cour suprême et le Congrès, arrête le président Manuel Zelaya, et l'expulse vers le Costa Rica. Le coup d'Etat est immédiatement condamné par l'Organisation des Etats Américains (OEA), qui exige sa réintégration. Les Etats-Unis, l'Union européenne et l'ONU expriment également leur désaccord, dénoncent la rupture du processus démocratique et suspendent partiellement leurs aides financières. Très irrité, le président vénézuélien Chavez interrompt ses livraisons de pétrole au Honduras, auquel le lie pourtant un accord énergétique. En dépit de la réprobation de la communauté internationale, le parlement hondurien entérine dès le 4 juillet la nomination d'un gouvernement *de facto* dirigé par Roberto Micheletti (Parti libéral). A cette même date, l'assemblée générale de l'OEA décide de « suspendre l'Etat du Honduras de l'exercice de son droit de participer à l'Organisation des Etats Américains, conformément à l'article 21 de la Charte démocratique interaméricaine. La suspension prend effet immédiatement ... »¹. Le 5 juillet, l'ex-président tente un retour dans son pays, qui échoue, mais sert de déclencheur à des heurts violents entre ses partisans et les militaires putschistes. Lors d'une importante manifestation de soutien à Zelaya, la présence d'activistes venus du Salvador, du Nicaragua et du Guatemala, et l'estampillage de « gauche radicale » qui leur est accolé, attisent les soupçons de Roberto Micheletti sur une possible connivence entre l'ancien chef de l'Etat et Hugo Chavez, le chantre de la politique antilibérale et antiméricaine.



¹ OEA. Résolution relative à la suspension du droit du Honduras de participer à l'OEA. Assemblée Générale (37^{ème} session extraordinaire). *Organisation des Etats Américains* [en ligne], 4 juillet 2009. [Consulté le 04/02/2010]. <http://www.latinreporters.com/amlatOEAHondurasSuspensionResolution04072009Francais.pdf>

Doctrine Monroe

Ces 3 principes énoncés par James Monroe constituent le fondement de l'ensemble des relations interaméricaines :

1) *Les États-Unis ayant reconnu l'année précédente l'indépendance des nouvelles républiques latino-américaines, l'Amérique du nord et l'Amérique du sud ne sont plus ouvertes à la colonisation européenne.*

2) *Les États-Unis regarderont toute intervention de leur part dans les affaires du continent américain comme une menace pour leur sécurité et pour la paix.*

3) *En contrepartie, les États-Unis n'interviendront jamais dans les affaires européennes.*

Pour dénouer la crise, une médiation est demandée au président du Costa Rica, Oscar Arias. Les tractations convergent vers une proposition en sept points, dite « Déclaration de San José »², dont l'un, inacceptable pour les putschistes, prévoit le retour sous conditions de Zelaya. Elle demeure donc sans effet.³

À l'été 2009, après un nouvel essai avorté de l'ex-président de revenir dans son pays via le Nicaragua⁴, une délégation de l'OEA tente de négocier son retour aux affaires jusqu'au terme normal de son mandat, en janvier 2010. Mais le gouvernement lui oppose un refus catégorique.⁵

Fin septembre 2009, Zelaya parvient finalement à rentrer clandestinement à Tegucigalpa, où il se réfugie à l'ambassade du Brésil avec l'accord du président Lula da Silva. Les manifestations en sa faveur se multiplient, les tensions internes se raniment. Micheletti intensifie les mesures de répression : il impose un couvre-feu, prive l'ambassade brésilienne d'approvisionnement et la fait cerner par les forces de l'ordre. Il suspend également la liberté d'expression et de réunion pendant 45 jours, et ferme des médias susceptibles d'inciter à la rébellion.⁶ Le jour de la visite programmée du secrétaire général de l'OEA, l'accès aux aéroports du pays est bloqué par le gouvernement.⁷

En octobre, sous la pression du délégué américain chargé de relancer les négociations, le gouvernement *de facto* finit par céder. Un accord est signé le 29, autorisant le rétablissement de Zelaya dans ses fonctions présidentielles.⁸ Il porte également sur la formation d'un gouvernement de rassemblement et l'organisation d'élections présidentielles anticipées fin novembre, comme prévu par l'accord de San José.⁹ En échange, Micheletti demande à la communauté internationale de lever les sanctions financières contre le Honduras. Mais l'application de cet accord est retardée par des divergences au sein de l'administration américaine sur les modalités de retour du président destitué. Devant ces tergiversations, Zelaya le déclare caduc.

Les élections anticipées du 29 novembre 2009 sont remportées avec 55,9% des voix par le candidat de droite Porfirio Lobo, membre du Parti national et issu de l'oligarchie traditionnelle qui domine le pays. Le 27 janvier 2010, date de la fin officielle de son mandat, Zelaya quitte l'ambassade du Brésil et s'installe en République dominicaine, où il ne fait aucune déclaration concernant son avenir politique.¹⁰ Le nouveau chef d'État hondurien s'efforce depuis d'obtenir la reconnaissance de la partie de la communauté régionale et internationale, qui juge son élection illégitime et considère le coup d'État comme un « précédent 'dangereux' dans la région ». ¹¹

² Les sept points du plan Arias pour résoudre le conflit. *Latinreporters.com* [en ligne], 19 juillet 2009. [Consulté le 04/02/2010]. Disponible sur : <http://www.latinreporters.com/honduraspol19072009imprimer.html>

³ Ibid.

⁴ Echec de la 2^{ème} tentative de retour de Zelaya et place à la démocratie. *Latinreporters.com* [en ligne], 25 juillet 2009. [Consulté le 19/01/2010]. Disponible sur : <http://www.latinreporters.com/honduraspol25072009.html>

⁵ Statement of the OAS secretary general regarding the agreement reached in Honduras. *Oas.org* [en ligne], 30 octobre 2009. [Consulté le 15/01/2010]. Disponible sur : http://www.oas.org/OASpage/press_releases/press_release.asp?sCodigo=E-357/09

⁶ Reprise des programmes de Radio Globo et Canal 36 mais la parole publique reste étroitement contrôlée. *Reporters sans frontières* [en ligne], 21 octobre 2009. [Consulté le 15/01/2010]. Disponible sur : <http://www.rsf.org/Reprise-des-programmes-de-Radio.html>

⁷ LEMOINE, Maurice. Bras de fer explosif au Honduras. *Le Monde diplomatique* [en ligne], septembre 2009. [Consulté le 19/01/2010]. Disponible sur : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-09-23-Bras-de-fer-explosif-au-Honduras>

⁸ « Fin de crise » au Honduras : les États-Unis gagnent, Hugo Chavez perd. *Latinreporters.com* [en ligne], 31 octobre 2009. [Consulté le 19/01/2010]. Disponible sur : <http://www.latinreporters.com/honduraspol31102009.html>

⁹ Resolution of political impasse in Honduras. *CSIS* [en ligne], 30 octobre 2009. [Consulté le 20/01/2010]. Disponible sur : <http://csis.org/publication/resolution-political-impasse-honduras>

¹⁰ Le président Lobo signe un sauf-conduit pour Manuel Zelaya. *RFI* [en ligne], 21 janvier 2010. [Consulté le 25/01/2010]. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/contenu/20100121-manuel-zelaya-aura-sauf-conduit>

¹¹ DABENE, Olivier. Amérique latine Political Outlook 2009 (Un révélateur des enjeux internes). *SciencesPo/Opalc* [en ligne], décembre 2009. [Consulté le 10/02/2010]. Disponible sur : http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=405

2. LES MOTIFS

Manuel Zelaya remporte les élections présidentielles de 2005 avec 49,9% des voix contre Porfirio Lobo, son principal adversaire, membre du Parti national. Lors de ces élections, le taux d'abstention atteint un niveau record de 44,92%.

Dès janvier 2006, le nouveau chef de l'Etat doit faire face à une hausse considérable du baril de pétrole, dont les conséquences sociales sont immédiates. Les grèves dans les transports se multiplient et paralysent le pays. Le président adopte alors progressivement des mesures qui rompent avec les pratiques des élites politiques, économiques et médiatiques : augmentation du salaire minimum, adhésion du Honduras à l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), décision d'intégrer PetroCaribe, initiative régionale permettant aux pays non exportateurs de pétrole d'en acheter au Venezuela à un prix inférieur au prix mondial. Si ces décisions entraînent l'adhésion des classes populaires, elles suscitent la colère des adversaires politiques de Zelaya et d'une partie de son propre camp, qui y voient une dérive gauchiste derrière laquelle se profile l'ombre de Hugo Chavez. Un front d'opposition rassemble alors les organisations patronales, le Parti national et les factions conservatrices du Parti libéral, dominées par Roberto Micheletti.¹²

Doctrine Reagan

Stratégie planifiée sous l'administration Reagan, destinée à contrer l'influence internationale de l'Union soviétique à la fin de la guerre froide. Pivotal de la politique étrangère américaine, la doctrine Reagan pousse les États-Unis à soutenir par des moyens officiels ou officieux les mouvements de résistance et les guérillas de droite, afin de fragiliser et d'évincer les gouvernements de gauche soutenus par l'Union soviétique en Afrique, en Asie et en Amérique latine, mais aussi d'introduire ou de développer le capitalisme et le libéralisme dans ces régions du monde.

Le président souhaite par ailleurs ouvrir la possibilité, après les élections de novembre et par la voie d'un référendum populaire, d'une réforme constitutionnelle ayant pour objet le renouvellement du mandat électif présidentiel, limité à quatre ans non renouvelable. Les partis d'opposition dénoncent immédiatement une manœuvre visant à lui permettre de se maintenir au pouvoir. Analyse non partagée par la plupart des experts, puisque le candidat du Parti libéral aux prochaines élections a déjà été désigné lors des primaires (Elvin Santos), et sa candidature ratifiée par le Tribunal suprême électoral. Le président persistant dans ses intentions, ses adversaires préparent alors son renversement par la force.¹³ Les putschistes prétendent par la suite avoir agi dans le droit fil de la condamnation prononcée à l'encontre de Zelaya pour violation de la Constitution. Une fois le gouvernement *de facto* installé, Micheletti s'appuie d'ailleurs sur ce jugement pour défendre la légalité de la destitution, avalisée par la Cour suprême, de l'ex-chef de l'Etat devant l'opinion internationale.¹⁴

Bien que les pays d'Amérique latine soient familiers des coups d'Etat, celui-ci se singularise par deux aspects : l'équipe au pouvoir est dirigée par un civil, et le gouvernement proclamé fait l'objet d'une condamnation quasi-unanime, y compris des États-Unis.¹⁵

3. LES ENJEUX

« Les Etats latino-américains peuvent être décrits comme l'équivalent d'une Françafrique, mais avec trois couches successives d'impérialismes néocoloniaux ».¹⁶

La diplomatie étasunienne : un « nouveau style » décevant

Dès 1823, James Monroe, 5^e président des États-Unis, fixe dans un discours au Congrès les principes de la politique étrangère de Washington en Amérique latine (connus à partir

¹² JOXE, Alain. Honduras, coup d'Etat militaire archaïque. *Centre Interdisciplinaire de recherches sur la Paix et d'Etudes stratégiques* [en ligne], 11 juillet 2009. [Consulté le 04/02/2010]. Disponible sur : <http://www.cirpes.net/article282.html>

¹³ DABENE, Olivier. Amérique latine Political Outlook 2009. *SciencesPo/Opalc* [en ligne], décembre 2009. [Consulté le 10/02/2010]. Disponible sur : http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=405

¹⁴ LEMOINE, Maurice. Mascarade électorale au Honduras. *Le Monde diplomatique* [en ligne], novembre 2009. [Consulté le 04/02/2010]. Disponible sur : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-11-27-Honduras>

¹⁵ Un coup d'Etat d'un genre nouveau. *Le Monde* [en ligne], 29 juin 2009. [Consulté le 03/02/2010]. Disponible sur :

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/06/29/honduras-un-coup-d-etat-d-un-genre-nouveau_1213244_3222.html

¹⁶ JOXE, Alain. *Opus cit.*

de 1854 comme la doctrine Monroe, cf. encadré).¹⁷ Depuis, les nombreuses interventions de la grande puissance du Nord dans la région (opérations militaires clandestines, soutien financier ou logistique à l'organisation de coups d'Etat contre des pouvoirs de gauche) ont fini par imposer l'idée d'une ingérence étatsunienne perpétuelle et inévitable, aiguisant un antiaméricanisme déjà fortement ancré dans la région. Définie au début des années 80, la doctrine Reagan (cf. encadré) s'inscrit dans ce droit fil.¹⁸ Après la chute de l'URSS et avec la fin de la guerre froide, l'administration américaine défend ses intérêts dans la région par le biais de l'aide aux processus de démocratisation. Mais les attentats du 11 septembre 2001 justifient pour l'administration Bush le redéploiement de forces militaires dans les zones d'Amérique centrale ou d'Amérique du Sud susceptibles d'abriter des foyers terroristes.

Le Honduras constitue, par sa position géographique, une zone d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis, qui disposent d'ailleurs, depuis 1981, d'installations militaires sur la base aérienne de Soto Cano. Or, le président Zelaya avait le projet de mettre fin à cette présence militaire et d'utiliser la base pour des vols commerciaux internationaux. La destitution *manu militari* de juin 2009 est donc l'occasion pour les pays latino-américains de tester la réaction de la Maison Blanche, attendue comme un révélateur de la capacité des Etats-Unis à s'affranchir d'une mécanique ancienne et contestée. D'autant que dès son arrivée au pouvoir, Barack Obama a semblé vouloir se démarquer de ses prédécesseurs sur certains sujets des relations internationales. Effectivement, le président américain s'oppose publiquement au coup d'Etat et suspend une partie des aides financières accordées au Honduras ; tout en maintenant les programmes d'assistance à la population (programme alimentaire, lutte contre le sida, campagnes de prévention médicale, etc.). Mais la condamnation est jugée trop mesurée par certains régimes de la région, qui lui reprochent de ne pas user de tous les moyens politiques et économiques dont il dispose pour exiger le retour de Zelaya.¹⁹ Ils voient dans la prise de position essentiellement diplomatique d'Obama, au mieux, un moyen de gagner du temps jusqu'aux élections, avec le risque de cautionner *in fine* la rupture du processus démocratique, au pire une preuve de complicité avec les putschistes. D'autres soulignent que, même si le gouvernement américain n'a pas apporté un soutien direct à la destitution du président en place, il a été informé du complot et a laissé faire, influencé par les lobbies qui l'auraient alerté sur les menaces potentielles induites par le virage « chaviste » de l'ex-président.

Des processus démocratiques régionaux fragilisés

Au plan régional, l'action (non sanctionnée) des militaires honduriens est perçue comme un avertissement lancé aux Etats et aux peuples latino-américains qui n'ont pas choisi la voie du néolibéralisme, et le manque de fermeté de la réponse américaine entendu comme un blanc-seing donné à de futures « dictablandas », les dictatures militaires à façade légale. C'est ce que craignent par exemple la Bolivie, le Paraguay et le Venezuela, régulièrement confrontés aux tentatives de déstabilisation émanant de partis libéraux et de leurs alliés extérieurs, et qui considèrent la gestion internationale frileuse des conséquences du coup d'Etat de 2009 comme préjudiciable à l'avenir de la démocratie en Amérique latine.

¹⁷ COUFFIGNAL, Georges. Amérique latine – Evolution géopolitique (Ambiguïté de la doctrine). Dans *Encyclopaedia Universalis* [DVD]. Encyclopaedia Universalis, 2008. 12 p.

¹⁸ CASTLEBAY, Tiffany. Fuite forcée du président : le Honduras victime d'un coup d'Etat. *Culturemagazine.ca* [en ligne], 5 août 2009. [Consulté le 5/02/2010]. Disponible sur : http://www.culturemagazine.ca/politics/fuite_forcee_du_president_le_honduras_victime_dun_coup_detat.html

¹⁹ BRICE, Arthur. Deal could return Zelaya to Honduran presidency. *COHA* [en ligne], 30 octobre 2009. [Consulté le 19/01/2010]. Disponible sur : <http://www.coha.org/coha-in-the-news-deal-could-return-zelaya-to-honduran-presidency-analysts-say/>